

Usages et représentations du sauvage

Raphaël Larrère

La distinction du sauvage et du domestique semble aller de soi, avoir existé de tous temps et être universelle. Je voudrais d'abord avancer qu'elle a une histoire – que je vais brosser à grands traits – qu'elle est moins universelle qu'elle ne semble être et qu'elle n'est pas si claire que l'on a tendance à le penser. Après avoir évoqué les raisons qui conduisent les humains à adopter des attitudes contrastées, vis à vis de ce qu'ils considèrent comme sauvage, je tenterai d'évoquer comment se répartissent ces attitudes et quels sont les objets des conflits qui en résultent.

Une distinction qui a une histoire et n'est pas universelle

On admet généralement que la distinction du sauvage et du domestique est issue d'une histoire millénaire. On en voit l'origine dans le néolithique moyen-oriental, quand des populations se sont sédentarisées et ont pratiqué la culture des terres et l'élevage. Elle s'est imposée en Occident bien avant la modernité, avec l'Empire Romain. Pour les Romains en effet est sauvage ce qui procède de la *silva*, la grande forêt européenne que la colonisation romaine s'emploie à défricher. C'est, comme l'a écrit Philippe Descola « l'espace inculte à défricher, les bêtes et les plantes qui l'habitent, les individus qui y trouvent refuge loin des lois de la cité, les tempéraments farouches demeurés rebelles à la discipline de la vie sociale ». S'y opposent les qualités de la *domus*, en tant que milieu de vie où chacun est à sa place dans la cité et en suit les lois.

En fait la modernité occidentale, n'a fait que reprendre cette conception romaine de la domestication et la systématiser dans une vision du monde cohérente, celle du dualisme qui posant l'extériorité de l'homme et de la nature se traduit par une série d'oppositions (nature/culture, naturel/artificiel) dont fait finalement partie ce qui distingue le sauvage du domestique.

Mais, si la distinction entre ce qui est sauvage et ce qui est domestique dérive de l'histoire de la sédentarisation et de la culture des terres, si elle fut portée par la colonisation romaine, reprise et radicalisée par la modernité occidentale, cela signifie aussi qu'elle n'est pas vraiment universelle. Elle n'a aucun sens pour les peuples de chasseurs cueilleurs qui subsistent, que ce soient les Aborigènes australiens, les

Pygmées, les San King du Botswana ou les Inuits. Elle en a peu pour les peuples pasteurs comme les Peuls. Enfin des peuples semi sédentaires et qui jardinent des essarts, comme les Achuards ne distinguent pas les plantes qu'ils cultivent des plantes de la forêt, car ces dernières aussi sont à leurs yeux cultivées par Shakhaim, l'esprit de la forêt.

Les grands pays européens se sont lancés aux temps modernes dans des entreprises coloniales. Ils s'y sont trouvés confrontés à une nature qui leur résistait – une nature sauvage – et à des colonisés qui refusaient de l'être et qui, de ce fait, furent considérés eux-mêmes comme des sauvages. Ne prétendait on pas alors domestiquer les terres colonisées et apporter notre culture à ces hommes rebelles à la discipline de nos sociétés policées ?

De cette histoire sont issues les caractéristiques de ce que nous considérons comme sauvage. Le sauvage est ce qui résiste à la domestication, c'est la spontanéité même, et c'est l'ingouvernable. La spontanéité, c'est l'imprévu, ce qui ne peut que perturber l'organisation prévisible de la mise en valeur de l'espace domestique. L'ingouvernable est ce qui nie la domination de l'homme sur la nature, sur les animaux et bien sûr sur d'autres humains.

C'est ainsi à partir de populations de loups commensales des établissements humains que les hommes ont domestiqué leurs chiens. Les chiens sont depuis lors d'autant plus appréciés que l'on en a fait des auxiliaires ou des animaux de compagnie. Les loups sont d'autant plus détestés par certains humains qu'ils ont refusé la domestication. Comme l'argumente Ghassan Hage, dans *Le loup et le musulman*, le loup est ainsi l'équivalent du colonisé qui ne veut pas s'assimiler au colonisateur, ne reconnaît ni sa domination ni la supériorité de sa culture.

Mais ces mêmes caractéristiques du sauvage conduisent d'autres humains à l'apprécier. Aimer le sauvage, aimer cette nature spontanée, imprévisible et insoumise, c'est comme l'a souvent écrit Henry David Thoreau, préserver le sauvage qui est en nous ; cette aspiration à la liberté qui est commune à tous les êtres vivants. C'est refuser d'être soi-même domestiqué et dominé par d'autres humains. Ce n'est pas un hasard si Thoreau fut non seulement l'auteur de *Walden ou la vie dans les bois*, mais aussi de *La désobéissance civile*.

Une distinction que l'on peut déconstruire

En pratique, chacun sait bien que l'on ne saurait domestiquer toute la nature et qu'il faut bien faire avec du sauvage. Outre les naturalistes et les protecteurs de la nature, les chasseurs et les cueilleurs sont d'ailleurs très attachés aux espaces qui ne sont guère domestiqués et aux espèces sauvages qui les habitent. Mais le point de vue le plus partagé est le suivant : qu'il y ait du sauvage, d'accord, mais il faut qu'il reste à sa place. Je l'ai étudié (j'y reviendrai) dans divers milieux ruraux, mais on peut en voir l'indice dans les cités : quand les autorités cessent de répandre des herbicides, les protestations fusent contre ces herbes folles et ces arbustes (souvent des ailantes) qui « font sale ». Le sauvage est admissible et on peut même l'apprécier, s'il respecte la frontière entre l'espace domestique et l'espace peu anthropisé où il a sa place et où on peut l'étudier le chasser ou le cueillir.

Or, le sauvage, parce qu'il est ingouvernable est incapable de respecter l'espace domestique : il n'a que faire des frontières. Il y a donc des passeurs de frontières. Les « mauvaises herbes » concurrencent les cultures, les insectes ravagent les récoltes, véhiculent des bactéries et des virus qui attaquent les plantes cultivées ... et les loups n'hésitent pas à se nourrir de brebis.

Il faut donc maintenir la nature sauvage à distance parce qu'elle est source de perturbations et d'imprévu. D'où la lutte contre ces êtres qui s'invitent dans un espace domestique où ils ne sont pas les bienvenus, à grand renfort d'herbicides, de pesticides et de lutte pour éliminer les « nuisibles ».

Mais il y a des passeurs de frontières dans les deux sens. Pensons aux animaux marrons qui ont échappé à la gouvernance des hommes et ont adopté un mode de vie proche de celui des animaux sauvages : on peut songer aux chiens errants (et même aux chiens divagants qui ne s'ensauvent qu'à l'occasion), aux chats harets, ou aux lapins qui ont envahi l'Australie dans la seconde partie du XIX^{ème} siècle. On peut aussi songer à ces plantes cultivées qui se dispersent dans les milieux naturels et dont certaines (souvent, mais pas toujours, des exotiques) deviennent envahissantes dans leur milieu d'accueil. Il en est de même d'animaux échappés de volières ou de ménageries, ou ayant voyagé en passagers clandestins dans les transports internationaux.

Dans certains cas ces espèces végétales envahissent des milieux, nuisent aux plantes autochtones et peuvent même parfois modifier profondément le fonctionnement de leurs milieux d'accueil. De même il arrive que des animaux exotiques nuisent à la faune locale (par prédation, concurrence ou apport de germes contre lesquels les espèces locales ne sont pas immunisées). Dans le cas de ces espèces dites « invasives », ce sont moins les défenseurs de l'espace domestique qui entendent lutter contre ces passeurs de frontières que les protecteurs de la nature. Il est même surprenant que, parmi eux, certains de ceux qui ont de bonnes raisons de militer pour que des territoires étendus soient laissés en libre évolution, n'hésitent pas à lutter contre les espèces invasives, alors que les envahissements sont un processus naturel qu'ont connu tous les milieux – qu'ils aient été ou non en libre évolution.

Mais la déconstruction de l'opposition entre le sauvage et le domestique va au delà de la multiplicité des passeurs de frontières : entre le sauvage et le domestique, il y a un entre-deux. Un entre-deux de milieux dont on aurait bien du mal à savoir jusqu'à quel point ils sont sauvages ou jusqu'à quel point ils sont domestiques. Qu'il s'agisse des espaces pastoraux (landes et parcours, alpages d'altitude ou près-bois de mélèzes), peuplements forestiers qui ne sont plus exploités depuis longtemps mais où certains riverains prélèvent du bois mort, garrigues et maquis, espaces pastoraux en cours d'enfrichement. Cet entre-deux est approximativement ce que les Romains appelaient le *saltus* espace où l'on conduisait des moutons ou des chèvres et où les mauvaises rencontres (toujours le loup, parfois l'ours) étaient toujours possibles.

A vrai dire ce que nous qualifions de nature férale est sans doute composé de milieux en libre évolution mais n'est pas proprement sauvage. Plus ou moins ouverte à des usages (jeux d'enfants, cueillettes, chasse et piégeage, observations naturalistes) elle est composée de milieux qui conserveront longtemps la mémoire de leurs utilisations passées.

Il est aussi des plantes et des animaux dont on doit admettre qu'ils sont plus ou moins sauvages et plus ou moins domestiques. Certains de ces organismes changent de statut selon les circonstances. Les montagnards associent souvent dans leurs jardins d'agrément des plantes sauvages (églantiers, chardons bleu des Alpes) à des fleurs et arbustes cultivés. Le lapin, selon les circonstances est un animal sauvage (considéré selon les contextes comme gibier, comme espèce invasive, voire dans certains lieux

comme espèce menacée), un animal de rente ou un animal de compagnie. Tout concourt à brouiller les catégories : un sanglier agrainé par les chasseurs est-il sauvage ou domestique, ou les deux à la fois ? Et toutes les manipulations d'espèces animales réalisées par les gestionnaires et les protecteurs de la nature vont dans le même sens. Gypaètes barbus, vautours fauves, bouquetins et ours, les animaux réintroduits, souvent partiellement nourris, munis d'émetteurs (ou de GPS), surveillés en permanence sont-ils des animaux sauvages ou les animaux domestiques de leurs protecteurs ?

Enfin il y a les commensaux. S'il s'agit en général d'animaux on peut considérer les plantes adventives comme commensales des agrosystèmes. Ils ne sont pas sous la dépendance des hommes (ou ne le sont que partiellement comme les abeilles), tout en suivant les établissements humains, certains en ayant d'ailleurs fait leur biotope de prédilection. Parce qu'il s'agit d'êtres ambigus, c'est à leur sujet que les attitudes des hommes sont les plus ambiguës. Certains cohabitent ainsi sans problème avec les humains et sont même appréciés – on peut songer ainsi aux hirondelles. D'autres ne sont pas considérés comme conviviaux et sont parfois même plus exécrés que ne le sont les sauvages qui ne se tiennent pas à leur place : tout aussi ingouvernables qu'eux, ils sont parfaitement adaptés aux environnements les plus construits, les plus artificialisés (on peut songer aux rats, aux souris, aux pigeons, aux blattes et au cafards). Ce sont en outre des animaux qui brouillent eux même les catégories, car la plupart sont potentiellement apprivoisables. Nous avons vu que les chiens dérivent de loups commensaux. Les chats avant de s'installer sur nos genoux furent des commensaux favorisés par les ruraux pour lutter contre les souris et les rats. Rats et souris peuvent acquérir à leur tour le statut d'animal de compagnie ou d'animal élevé dans des laboratoires. Les pigeons ont pu être domestiqués et même servir d'auxiliaires pour transmettre des messages.

Le monde vivant est bien plus complexe et plus divers que ne le laisserait penser sa division entre ce qui est sauvage et ce qui est domestique. Il n'y a pas deux domaines séparés, mais deux dualités ou deux pôles : entre ce qui est authentiquement sauvage et ce qui est authentiquement domestique il y a des tas de figures intermédiaires et des tas d'hybrides.

Qu'ont apporté les sciences sociales au sujet des usages et représentations du sauvage ?

Une enquête par sondage a été réalisée en 2015 par Daniel Boy et Patrick Degeorges avec l'IFOP sur un échantillon représentatif de la population française (2003 personnes interrogées via internet) : avec toutes les limites de ces enquêtes par sondages elle brosse un tableau de la répartition des opinions au sujet des milieux et des animaux sauvages d'où il ressort *grosso modo* que le sauvage est plus apprécié des citadins que des ruraux (par référence à des monographies, on pourrait plutôt dire que le sauvage est moins apprécié par les « gens du lieu » que par les « gens d'ailleurs ». En dehors de cette enquête (non encore publiée) et d'une monographie dont il sera question tout à l'heure, il n'y a pas eu de travaux abordant l'ensemble des attitudes vis à vis du sauvage et de l'ensauvagement.

Il y a par contre une grande dispersion de travaux monographiques. Les uns se sont appliqués à étudier les usages du sauvage : principalement la chasse et les cueillettes, accessoirement la pêche. D'autres ont eu pour objet de comprendre comment les ruraux se représentent l'ensauvagement des espaces en déprise agricole. D'autres enfin ont tenté d'analyser les animaux et les plantes sauvages dont le comportement est l'objet de conflits ou de controverses (animaux non conviviaux, espèces invasives)

Je me contenterai d'évoquer ici ce qui concerne les milieux qui s'enfrichent, qui « se ferment » c'est à dire qui s'ensauvagent, ne faisant (faute de temps) que quelques allusions aux conflits concernant les animaux conviviaux et les espèces invasives.

L'ensauvagement (la nature férale)

De même que les friches industrielles symbolisent, aux yeux des anciennes familles ouvrières (comme des habitants et des commerçants du voisinage), le chômage, la crise économique, la jeunesse désœuvrée, la fin de façons de vivre et de manières d'être, de même la progression des friches et des boisements spontanés sur des terroirs qui furent, il y a peu encore, cultivés, symbolise aux yeux des agriculteurs et des résidents résiduels, la déprise agricole, la "désertification", la misère sociale des hameaux dépeuplés. J'ai pu constater qu'en Millevaches, dans les Dômes, en Margeride comme dans les Cévennes, les habitants, et les paysans au premier chef, déplorent les stigmates de la déprise

actuelle, mais qu'ils ne voient plus guère les traces des abandons passés, ou font mine de les oublier. Ils se sont accommodés de ces anciennes friches (aujourd'hui des bois et des forêts) qui avaient peut-être jadis offensé le regard de leurs parents.

Si le sauvage est déprécié, le domestique est incontestablement valorisé. J'ai pu constater que pour les agriculteurs des Dômes, ou de Margeride, "*un beau terroir*" "*c'est un terroir bien tenu*". Des parcelles bien "*propres*", des prairies sans trop de refus, des chemins bien entretenus. Au paysage ensauvagé des Cévennes actuelles, les vieilles gens du pays préfèrent indubitablement l'image qu'ils ont gardée des châtaigneraies de jadis. Et les travaux de Richard Dumez et Marie Roué ont montré que les habitants cévenols lorsqu'ils opposent les milieux ouverts aux milieux qui se ferment disent que les premiers sont propres et les seconds sales. Sans doute, cette valorisation de la "propreté" tient-elle à l'histoire. Dans des sociétés de face à face, où l'on était jadis constamment sous le regard des autres, une propriété "bien tenue" signifiait à la fois que l'on ne rechignait pas à la tâche et que l'on se préoccupait de son patrimoine, qualités fort prisées dans une civilisation qui valorisait le travail et la propriété. Cette injonction que le propre soit propre persiste chez les paysans et a indubitablement orienté leurs préférences esthétiques. Mais s'ils aiment les terroirs "*bien tenus*", et n'ont que peu d'attrait pour le spectacle de la nature dans ce qu'elle a de plus sauvage, les agriculteurs ne détestent pas, loin de là, les marges, les espaces ni cultivés ni sauvages, ce qui fait en quelque sorte l'entre-deux. Martin de la Soudière et moi avons ainsi observé un goût, presque une tendresse, pour ces espaces négligés, où l'on cueillait jadis les simples, où l'on cherche à l'occasion des cèpes, des coulemelles ou des morilles, où l'on récolte encore un peu de bois, où l'on va chasser ou piéger les oiseaux. Ces espaces en marge de ce qui est « bien tenu » constituent à leurs yeux un « ailleurs familier ».

On peut enfin rappeler que les gens du lieu ne dévalorisent pas le sauvage en soi. Certains chasseurs, certains cueilleurs lui vouent même une véritable passion. Que des gens (souvent des « gens d'ailleurs ») valorisent une nature sauvage ne les scandalise donc pas *a priori*. Mais ils n'apprécient le sauvage que lorsqu'il reste à sa place, lorsqu'il n'interfère pas avec l'espace domestique, lorsqu'il ne nuit ni aux récoltes, ni au bétail (par la concurrence, la prédation ou la transmission de maladies). Or justement, dans un contexte de déprise agricole, les frontières du sauvage et du domestique deviennent de plus en plus poreuses et de plus en plus flou. Les campagnes s'ensauvagent, parce qu'elles s'enfrichent, que chevreuils et sangliers occasionnent des dégâts aux cultures,

ou nuisent à la régénération des forêts... parce que les loups, font des ravages dans les troupeaux de moutons.

L'hostilité des gens du lieu à la fermeture de leur paysage et à des espaces qui s'ensauvagent, tient en grande partie à ce qu'ils offrent des refuges à ces animaux non conviviaux.

Je n'évoquerai pas les conflits dont ces animaux sont l'objet – en particulier parce que je suis intarissable sur le loup (mais peu au fait de ceux qui concernent l'ours ou les autres nuisibles). De même n'ai-je pas le temps d'évoquer ceux (bien moins nombreux) qui concernent les plantes envahissantes et les animaux exotiques invasifs. Je me contenterai de rappeler que ce sont surtout les gens du lieu qui sont hostiles aux animaux nuisibles, alors que ce sont généralement les naturalistes, les protecteurs de la nature et les gestionnaires de l'environnement (qui sont très souvent des gens d'ailleurs) qui entendent lutter contre les espèces invasives. Je me contente donc de conclure sur ce qu'une assez longue complicité avec des milieux qui se consacrent à la protection de la nature m'a appris sur l'évolution de leurs représentations du sauvage et des espaces qui s'enfrichent.

Conclusion

L'idée que le sauvage est la quintessence de la nature et qu'il faut donc sauver le sauvage – une idée qui doit beaucoup à la conception américaine de protection de la *wilderness* – est depuis longtemps largement partagée par les militants de la protection de la nature. Elle l'était encore à la fin du XXème siècle. A cette idée s'opposait celle que, la biodiversité étant une bonne chose pour la nature et pour les hommes, protéger la nature c'était gérer la biodiversité et, comme les milieux ouverts sont sous nos climats d'Europe de l'ouest plus riches en espèces que les milieux fermés, gérer la biodiversité revenait à maintenir ces milieux ouverts. Je me souviens qu'à la fin du XXème siècle, les milieux de la protection de la nature étaient traversés par cette différence de point de vue, source de bien des incompréhensions. On peut dire approximativement que ceux qui voulaient faire valoir un principe de naturalité – à savoir que le mieux pour protéger la nature était de préserver les milieux de toute intervention humaine – étaient principalement les militants et une grande partie du personnel de terrain des parcs nationaux. A l'inverse, la gestion de la biodiversité était promue par certains

scientifiques plus ou moins militants et par les gestionnaires (ceux du siège des parcs nationaux par exemple). Je me souviens ainsi qu'il y eut en 1998 (il y a vingt ans) un colloque organisé à Valdeblore par le parc national du Mercantour sur le thème « pastoralisme, biodiversité et paysage ». Par malheur ce colloque tombait juste en même temps qu'un autre colloque à Chambéry sur la nécessité de promouvoir la naturalité des peuplements forestiers. Pratiquement tout le siège du parc était au colloque de Valdeblore, mais la majorité des agents de terrain qui n'étaient pas restés en poste pour assurer la surveillance des lieux s'étaient inscrits au colloque de Chambéry. Or, depuis lors, j'ai pu constater deux évolutions tant du côté de la défense de la naturalité que de celui de la gestion de la biodiversité.

Ceux qui, en France, militaient en faveur de la naturalité et demandaient que la politique de protection de la nature lui laisse la plus large place, se sont progressivement moins focalisés sur des états (des milieux sauvages que sur des processus. L'ensauvagement naturel plus que l'état sauvage en tant que tel. Il ne s'agit donc plus de protéger ce qui pourrait ressembler en France à la *wilderness* mais de s'intéresser à ce que JC Génot et Annick Schnitzler qualifient de nature férale. Ce qu'ils entendent maintenir et protéger, ce sont les parcelles abandonnées par l'agriculture et le pastoralisme, les peuplements forestiers spontanés qui se sont installés du fait de la déprise agricole ; ce sont les ripisylves qui subsistent, et les forêts anciennes qui ne sont plus entretenues depuis des décennies (ce pourraient être aussi les territoires jadis aménagés pour des ensembles industriels et que les entreprises ont désertés pour investir en d'autres lieux). Ce sont les différents stades des successions secondaires qui s'installent sur les ruines d'une mise en valeur passée, dont les trajectoires imprévisibles en grande part dépendront des pratiques qui leur avaient été appliquées et qui en porteront longtemps encore la marque.

Conjointement, il apparaît que, si les gestionnaires de l'environnement (ainsi que les écologues plus ou moins militants) considèrent toujours que protéger la nature ne se réduit pas à lui ficher la paix, s'ils savent aussi que maintenir la biodiversité suppose de sortir des parcs et des réserves et de se préoccuper de la nature ordinaire, celle que les hommes fréquentent au quotidien, qu'ils mettent en valeur et qu'ils altèrent, ils se sont convaincus qu'il faut aussi faire place au sauvage, et donc à cette nature férale qui serait en libre évolution. C'est ainsi, par exemple, que le parc national des Cévennes s'est engagé dans la construction d'un réseau de peuplements forestiers laissés en libre

évolution et que la forêt de l'Orgère dans le parc national de la Vanoise est désormais considérée comme un observatoire bénéficiant d'un suivi scientifique et dans lequel seul le ramassage du bois mort est encore autorisé. Le parc national du Mercantour a décidé (en 2016) que les espaces classés « à vocation naturelle prédominante » dans la « carte des vocation » de sa charte (adoptée en 2011) devaient être en principe laissés en libre évolution. Après avoir obtenu que, sur une série de lacs d'altitudes soient abandonnées toutes les interventions piscicoles (alevinages et pêche), il étudie l'implantation d'une sorte de réserve intégrale (je dis sorte de parce qu'il ne serait pas interdit d'y pénétrer, mais qu'elle serait consacrée à des recherches scientifiques sur les dynamismes spontanés) qui comprendrait des peuplements forestiers non exploités et des parcelles d'alpage abandonnées. On peut noter que dans tous les cas, tant qu'il était question de « renaturer » ces milieux, cela ne passait pas auprès des usagers et des élus. Dès qu'il fut expliqué que ce qui était recherché était de laisser des milieux « en libre évolution » et d'étudier leur trajectoire, il y eut certes des contestations de détail, mais plus d'opposition frontale ... comme si, même des acteurs sociaux en principe hostiles à l'ensauvagement de leur pays associaient sauvage et liberté.